

Données sur l'œuvre de redressement du Luxembourg (27 août 1946)

Légende: Le 27 août 1946, le Ministère luxembourgeois des Affaires économiques adresse au département des Affaires étrangères les réponses au questionnaire établi par la Commission économique pour l'Europe des Nations unies sur la situation économique du Luxembourg d'après-guerre.

Source: Archives Nationales du Luxembourg, Luxembourg. UNO. Département des Affaires économiques. Reconstruction économique des pays, AE 7804.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/donnees_sur_l_oeuvre_de_redressement_du_luxembourg_27_aout_1946-fr-3227587c-8489-4f21-a26d-a30c41657c1b.html

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Données sur l'œuvre de redressement du Luxembourg (27 août 1946)

Réponses au questionnaire figurant dans la lettre du Ministère des Affaires Etrangères du 22 août 1946

1.
Dans l'œuvre de redressement économique du pays, la reconstruction des régions dévastées occupe une place importante. Faute de moyens financiers suffisants, les travaux de reconstruction devront s'échelonner sur une période de 7 à 8 ans et ne pourront se réaliser, du moins jusqu'en 1943, qu'avec l'aide financière de l'étranger. La pénurie de moyens financiers se fait surtout sentir dans le domaine industriel. L'outillage de toutes les entreprises a subi pendant plus de 4 ans une usure anormale et est démodé en comparaison de celui des concurrents étrangers. La plupart des industries moyennes surtout, manquent des capitaux nécessaires au rééquipement de leurs usines. En ce qui concerne spécialement la grosse industrie, le manque de capitaux se manifeste, dans une large mesure, surtout en vue du développement et de la modernisation des installations. Avant la guerre, la situation financière des grandes usines était très forte, mais l'arrêt complet de ces dernières, pendant plus d'un an, a largement entamé leurs réserves.

2.
Le niveau de consommation des denrées alimentaires peut être représenté par la quantité de calories actuellement disponibles par jour et par personne; cette quantité s'établit en moyenne comme suit:

<u>1938</u>	<u>1944</u>	<u>1945</u>	<u>1946</u>	
3.075	1.900	1.860		I. trimestre II. trimestre
			2.060 2.100	

L'augmentation de ce niveau dépend de la situation alimentaire générale.

Il convient de noter à cet égard et relativement au pain en particulier, que sur la base de la ration et du degré de mouture actuels, correspondant, d'ailleurs, aux conventions internationales, le niveau de consommation demeurera satisfaisant pour la période 1946-1947.

En ce qui concerne spécialement la consommation de blé, il convient de relever que la quantité de blé indigène suffira probablement à couvrir nos besoins pendant 9 mois et pour les trois mois restant il faudra importer des blés étrangers.

Le niveau de consommation de la viande ne pourra être maintenu que par des importations de viande. A ce sujet les perspectives sont rassurantes pour la susdite période.

Quant au niveau de consommation des biens de consommation telles les chaussures, les tissus etc., le Luxembourg est en majeure partie tributaire du marché belge, le niveau de consommation au Luxembourg sera donc sensiblement le même qu'en Belgique.

En matière de logement le Grand-Duché traverse une crise fort grave. La pénurie de logements se fait durement sentir surtout dans les villes et persistera bien au delà de la période 1946-47. Des prévisions n'ayant pas été établies pour la période 1946-51, il n'est pas possible de formuler un avis à ce sujet.

3. 4. 5. 6. 7. 8.

Il est difficile, en cette période d'économie de transition, d'établir un plan de développement économique du pays, à plus ou moins terme. Cette question fait d'ailleurs l'objet d'études, au sein du Comité d'Etudes pour le redressement économique du pays. En tout état de cause, l'établissement de ce plan est, dans une large mesure, fonction de la solution qui sera donnée au problème allemand. L'économie luxembourgeoise était largement tributaire de l'Allemagne avant la guerre. L'Allemagne, en effet figurait parmi ses principaux clients et fournisseurs. Il n'en est plus de même pour le moment. D'autre part, il y a lieu de tenir compte, dans l'établissement d'un plan économique, du fait que l'Union belgo-luxembourgeoise projette d'établir une

union économique avec les Pays-Bas. La conclusion d'une telle union est susceptible d'amener de sérieuses modifications dans le développement économique du Luxembourg. Pour le moment, il importe avant tout, pour le Luxembourg, de produire et d'exporter le plus possible. C'est pourquoi la création d'industries nouvelles, compatibles avec les possibilités économiques du pays, est favorablement envisagée au Luxembourg.

9. 12. 13.

Le Grand-Duché de Luxembourg, du fait de son union économique avec la Belgique, n'a pas de statistiques commerciales distinctes, mais les chiffres de ses exportations et importations de marchandises sont compris dans ceux du commerce extérieur belge. Pour la même raison, il n'existe pas de balance des comptes distincte pour le Luxembourg.

11.

En ce qui concerne les débouchés en Allemagne, il est impossible pour le moment, d'établir un courant d'exportation vers ce pays, en raison des entraves créées par les autorités occupantes, au point de vue des échanges avec ce pays.

En ce qui concerne les autres pays, des mesures de contingentement, des tarifs douaniers trop élevés, des restrictions de change et toutes les mesures administratives constituant ce qu'on appelle le protectionnisme administratif, représentent autant de difficultés à nos exportations.

Quant à la question des accords commerciaux existant actuellement ou envisagés pour l'avenir, le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique poursuivent une politique commune.

2. Le niveau de production des industries importantes.

Parmi les industries importantes il convient de citer l'industrie sidérurgique, les industries de construction métalliques et l'industrie du cuir.

Dans l'industrie sidérurgique la production progresse lentement. Elle dépend, en ordre principal de l'approvisionnement en combustible. Or, les difficultés pour assurer les arrivages réguliers et suffisants de coke demeurant sérieuses pour le moment.

Sur les 32 hauts-fourneaux que possèdent les 3 grandes entreprises sidérurgiques dans le pays, 13 sont à feu. Voici comment la production de fonte et d'acier a évolué depuis 1945:

	<u>Fonte</u>		<u>Acier</u>		
	1945	1946	1945	1946	
janvier	9.616 to.	76.232 to.	3.646 to.	70.383 to.	
février	18.363	72.800	16.441	73.887	
mars	26.624	93.844	23.668	88.653	
avril	23.968	97.020	20.671	96.807	
mai	17.710	108.795	15.502	103.415	
juin	14.282	111.251	11.479	104.336	
juillet	7.274	123.857	2.795	118.027	
août	25.491		19.146		
septembre	23.494		15.420		
octobre	25.277		19.850		
novembre	54.272		44.646		

décembre 71.786 65.827

La production de fonte et d'acier a été pour l'année 1945 de 318.157 to. resp. 259.091 to. contre 2.512.507 to. resp. 2.510.234 to. en 1937.

En ce qui concerne l'industrie minière, notons que sa production est en diminution constante. La réduction des exportations vers la Belgique en est la principale cause, comme l'attestent les chiffres ci-après:

1946:	<u>Production</u>	<u>Exportation</u>
janvier	217.795 to.	58.528 to.
février	204.719 to.	60.695 to.
mars	222.047 to.	73.174 to.
avril	206.328 to.	50.561 to.
mai	204.868 to.	47.111 to.
juin	168.200 to.	31.200 to.

Normalement la Belgique recevait 100.000 to. de minerai luxembourgeois par mois. Avant la guerre, l'Allemagne et particulièrement la Sarre, qui ne figurent plus parmi les pays importateurs, achetaient régulièrement à peu près la même quantité que la Belgique.

En temps normaux, la production minière s'élevait à 500.000 to. par mois; la production du mois de juin n'atteint donc que 33 % de la production d'avant-guerre.

Dans les fonderies et ateliers de construction métalliques la situation est satisfaisante. Cette branche d'industrie dépend, dans une certaine mesure, du degré d'occupation de la métallurgie et des minières.

La production de l'industrie du cuir est influencée favorablement par le manque de peaux. Le degré d'occupation atteint 50 % de celui d'avant-guerre et 25 % environ de sa capacité de production.

3. L'Etat du système ferroviaire.

Le système ferroviaire a été sérieusement endommagé par les faits de guerre. Les ponts, gares et autres installations ferroviaires ont été l'objet de bombardements multiples et violents. En outre, l'offensive Rundstedt a détruit une série de voies de communication et d'ouvrages d'art surtout dans le nord du pays. C'est ainsi que 22 % des ouvrages d'art et près de 20 % des voies, branchements et installations de sécurité ont été détruits.

Jusqu'à présent 40 % des ouvrages d'art ont été rétablis à titre provisoire et 18 % à titre définitif.

40 % des voies et 20 % des branchements ont été réparés. L'on évalue à 5 ans, la durée nécessaire à la réparation complète des dommages infligés au réseau et aux biens des chemins de fer luxembourgeois.

4. Quel niveau de production pourrait être atteint avec l'outillage de l'industrie existante, si le ravitaillement en matières premières et en énergie était adéquat?

Le niveau de production qui serait atteint dans ces conditions, pour l'ensemble des industries, pourrait être considéré comme normal.

5. Quelles sont les perspectives pour l'année 1946-47 au point de vue de la consommation alimentaire et industrielle, et au point de vue du logement?

Le ravitaillement de certaines industries en matières premières s'effectuera dans des conditions plus ou moins difficiles et onéreuses. Il en sera ainsi spécialement pour l'industrie sidérurgique en ce qui concerne les fournitures de coke, pour l'industrie du cuir, en ce qui concerne les peaux, et pour quelques industries chimiques en ce qui concerne les matières grasses.

Au point de vue alimentaire, il convient de noter relativement au pain, en particulier, que sur la base de la ration et du taux de mouture actuels, correspondant, d'ailleurs, aux conventions internationales, le ravitaillement est garanti pour la période 1946-47.

La situation n'est pas aussi favorable au point de vue du ravitaillement en viande. L'agriculture produit suffisamment de viande pour attribuer aux consommateurs une ration de 1,5 kg. par tête et par mois, tandis qu'avant la guerre la production indigène correspondait à une ration mensuelle de 3,5 kg. La différence s'explique par le déficit de fourrages. Nous ne recevons, en effet, guère de fourrages en provenance de l'étranger, alors qu'avant la guerre notre production de viande et de graisse était en grande partie basée sur des importations fourragères massives. C'est avant tout la production de viande porcine qui a baissé. Alors qu'avant la guerre le porc constituait 55 % de la production de viande, sa part aujourd'hui, est descendue à 15 %. La ration de viande doit donc être complétée par des importations. A cet égard, les perspectives sont rassurantes. Pour la production beurrière, les prévisions pour 1946-47 sont favorables. En cas de diminution de la ration beurrière, l'on pourra procéder à une augmentation correspondante de la ration margarinière. Quant au saindoux, des importations assez substantielles permettront d'accorder une ration suffisante. Il n'en sera pas de même en ce qui concerne l'huile de table, dont la ration demeurera fort réduite, en raison même de la pénurie mondiale. Dans l'ensemble, la consommation des graisses peut être envisagée favorablement pour la période 1946-47.

En matière de logement le Grand-Duché traverse une crise fort grave. La pénurie de logements se fait sentir surtout dans les villes.

Mais dans les petites et moyennes localités des régions sinistrées, la pénurie est souvent aussi aiguë que dans les villes.

Beaucoup de maisons furent détruites ou fortement endommagées par des faits de guerre. D'autre part, l'évacuation des contrées menacées par l'offensive Rundstedt fit affluer dans les villes et dans les régions non atteintes par l'offensive, un grand nombre de sans-abri qu'on réussit tant bien que mal à caser et dont beaucoup n'ont encore pu rejoindre leur localité de départ.

Le grand vide laissé par les années de guerre dans la construction d'habitations nouvelles ne sera pas comblé de sitôt, et c'est là une des raisons majeures de la pénurie actuelle des logements.

Les perspectives d'amélioration pour 1946-47 demeurent mauvaises.

6. Dans quelle mesure envisage-t-on au Luxembourg une structure économique différente de ce qu'elle était avant la guerre, et particulièrement dans quelle mesure le changement dans les courants d'importations et d'exportations affecte-t-il l'industrie luxembourgeoise tant au point de vue matières premières que produits finis?

Jusqu'à présent on n'a pas envisagé de modification de la structure économique au pays dans le sens de nationalisations par exemple. Il est vrai que pour renforcer l'outillage économique, on s'efforce d'attirer dans le pays de nouvelles installations industrielles.

Quant aux changements dans les courants d'importations et d'exportations, ceux-ci affectent en premier lieu l'industrie luxembourgeoise en tant qu'elle était en relations avec l'économie du Reich allemand. En effet, l'industrie sidérurgique luxembourgeoise s'approvisionnait en grande partie en combustibles dans les bassins houillers d'Aix-la-Chapelle et de la Ruhr.

D'autre part, le Luxembourg exportait vers l'Allemagne des produits finis de l'industrie sidérurgique, des scories Thomas, du minerai de fer (Sarre), du cuir et des faïences.

8. Quels sont les besoins du Luxembourg en matière d'importations pour assurer la pleine reconstruction du pays, et quels sont les produits dont on peut escompter qu'ils seront disponibles

pour l'exportation ?

Le Luxembourg dispose lui-même des principales matières (premières) indispensables à la reconstruction comme: pierres, briques, chaux, ciments, fers, constructions métalliques etc. Il lui manque du bois.

Disponibles à l'exportation sont les produits sidérurgiques, les constructions métalliques (ponts, installations de ponts, etc.) et dans une mesure plus restreinte du ciment, des briques, de l'enduit pour façades et du plâtre pour construction et pour moulage.

9. Quelles sont les difficultés en matière de marchés d'exportation?

Les difficultés que l'exportation luxembourgeoise rencontre sont celles qu'on essaie généralement à combattre aux conférences internationales convoquées ad hoc et qui varient dans leurs importances respectives de pays à pays. Ce sont notamment: des mesures de contingentements, des tarifs douaniers trop élevés, le contrôle des changes et l'ensemble de ce qu'on est convenu d'appeler le "protectionnisme administratif".

10. Quelle est la quantité de crédit minimum qui sera requise dans les prochaines années pour couvrir le déficit de la balance de paiement ?

Du fait que le Luxembourg vit en Union économique avec la Belgique, les balances de paiement de ces deux pays se confondent et dans les circonstances données les organismes belges compétents sont mieux outillés pour répondre à cette question.

Luxembourg, le 26 août 1946

1ère question.

Résumé sommaire des répercussions de la guerre sur la population et la main-d'œuvre.

La population du Grand-Duché était, au commencement de l'année 1940, d'environ 300 000. âmes.

Les faits essentiels qui grèvent notre effectif ouvrier sont les suivants:

- a) des 30 000 enrôlés de force dans la Wehrmacht et déportés, 4900 ne sont pas revenus. Ce déficit augmente encore du fait d'un pourcentage appréciable d'invalides (500) et de malades (pas d'aperçu).
- b) L'introduction du service militaire obligatoire (1200).
- c) La formation professionnelle défectueuse de la jeunesse pendant les années de guerre.
- d) Les inciviques et étrangers incarcérés ou non incarcérés dont une grande partie font encore un travail non conforme à leur éducation professionnelle et les étrangers ne pouvant ou ne voulant revenir dans le Grand-Duché. (1000)

Ce sont donc entre 7000 à 7500 travailleurs qui manquent, pour la majeure partie dans l'agriculture et l'artisanat. Pour le moment la lacune est partiellement compensée par des prisonniers de guerre.

2ième question.

Dans quelle mesure sera-t-il nécessaire d'importer de la main-d'œuvre ?

Dans quels pays envisage-t-on de recruter cette main-d'œuvre?

Des artisans nous viennent de Suisse, de Belgique, de France et d'Italie. Les salaires bas dans l'agriculture poussent la jeunesse vers l'artisanat en sorte que dans quelques années la situation dans l'artisanat pourrait être dégagée, mais celle dans l'agriculture surtout après le retrait de prisonniers de guerre, reste à résoudre. On peut taxer à 5000 personnes (hommes et femmes) le nombre d'aides nécessitées par l'agriculture.

3ième question.

Dans quelle mesure envisage-t-on un surcroît de Travail au cours des prochaines années, affectant quelles catégories de Travailleurs? Envisage-t-on l'immigration de ces travailleurs supplémentaires et dans quelle mesure?

On peut envisager une reprise de l'activité dans l'industrie lourde, mais quand celle-ci aura lieu les premiers efforts dans la reconstruction des régions dévastées seront terminés et on pourra disposer de cette main-d'œuvre.

Niveau prévu de la production agricole qui pourra être atteint à l'aide des installations, de l'outillage et de la main-d'œuvre existant actuellement, en supposant que les matières premières et l'énergie seront fournies en quantité suffisante, comparé à la production d'avant-guerre.

La production de 1945 a souffert de la pénurie des machines, de la main-d'œuvre agricoles ainsi que du manque de chevaux d'attelage. De plus une superficie de 10 % de la surface agricole disponible n'a pu être emblavée par suite de faits de guerre.

La réduction de la récolte de 1946 sera donc de 25 à 30 % suivant les cultures.